

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 1^{er} décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAUVANET Carrières de la Nièvre

« Garenne du Verger »
58150 Suilly-la-Tour

Références : 220794
Code AIOT : 0005400440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement SAUVANET Carrières de la Nièvre, implanté au lieu-dit « Garenne du Verger » - 58150 SUILLY-LA-TOUR. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAUVANET Carrières de la Nièvre
- « Garenne du Verger » - 58150 SUILLY-LA-TOUR
- Code AIOT : 0005400440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La carrière SAUVANET de Suilly-la-Tour, dite « la carrière des Vergers », est une carrière de roches ornementales exploitée sur le territoire nivernais depuis plus de deux siècles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la précédente inspection
- déchets
- plan d'évolution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 8.1.1.3	/	Sans objet
5	Auto-surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 9.2.3	/	Sans objet
7	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 2.4	/	Sans objet
9	Exploitation des installations internes de transit des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 5.1.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.2.2	/	Sans objet
2	Traitement des eaux de procédés (bassins de décantation)	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.3.3	/	Sans objet
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 7.6.2	/	Sans objet
6	Autres aménagements préalables – Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 2.1.5.1	/	Sans objet
8	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 5.1.2	/	Sans objet
10	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 5.1.4	/	Sans objet
11	Auto-surveillance des vibrations	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 9.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien géré, des progrès ont été faits depuis la dernière inspection, ils doivent

être poursuivis.

Cependant, sur le plan administratif, un suivi est nécessaire, notamment par la réalisation d'un plan topographique permettant de suivre l'évolution de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire.
Constats : L'inspection du 19/05/2016 avait constaté l'absence d'entretien du séparateur d'hydrocarbures. Le jour de la présente inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'entretien de celui-ci. Le justificatif a cependant été envoyé à l'inspection le 07/09/2022, présentant une facture d'entretien pour une intervention en date du 21/01/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traitement des eaux de procédés (bassins de décantation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les rejets à l'extérieur du site autorisé, d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux, sont interdits. Ces eaux sont collectées séparément et intégralement recyclées. Le circuit de recyclage doit être conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, doit être prévu.</p> <p>Les eaux collectées transitent dans plusieurs bassins de décantation avant d'être dirigées vers un ou plusieurs bassins de pompage.</p> <p>Les bassins de décantation doivent être étanches et réalisés de sorte à ne pas avoir d'influence sur la nappe.</p> <p>Les bassins de pompage et décantation sont protégés par des merlons, caniveaux ou dispositifs équivalents afin d'éviter l'introduction d'eaux de ruissellement et toute pollution externe. Ces bassins ne reçoivent que les eaux propres et eaux de procédés à l'exclusion de toutes autres.</p> <p>Constats : L'inspection du 19/05/2016 avait constaté un rejet direct des eaux de process dans le bois voisin. L'exploitant s'était alors engagé à créer deux bassins de décantation.</p> <p>Le jour de la présente inspection, les deux bassins étaient en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 7.6.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et des conditions d'essais périodiques de ces matériels. Ces matériels sont vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'inspection du 19/05/2016 avait constaté un manquement concernant la vérification des extincteurs.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a été en mesure de justifier leur vérification en 2022. Le rapport a été présenté à l'inspection et n'appelle pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 8.1.1.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux normes françaises et européennes en vigueur et entretenues en bon état. La présence de conducteurs nus est interdite.</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être contrôlées par un organisme agréé après installation ou modification éventuelle. Ce contrôle est renouvelé tous les ans.</p> <p>Constats : L'inspection du 19/05/2016 demandait à l'exploitant de se mettre en conformité suite aux remarques faites lors des vérifications électriques de 2014 et 2015 (plus de 87 remarques).</p> <p>La vérification électrique de 2021 montre encore 9 non-conformités.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un plan d'action afin de lever les non-conformités restantes.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Auto-surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dès l'ouverture de la carrière, puis tous les 3 ans, par un organisme qualifié en deux emplacements déterminés en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Le choix de l'organisme sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'inspection du 19/05/2016 rappelait à l'exploitant l'obligation d'effectuer des mesures de bruit tous les 3 ans.</p> <p>La dernière mesure de bruit date de 2017 et les mesures n'ont été faites que dans l'enceinte du site et pas à l'extérieur.</p> <p>L'exploitant doit refaire une mesure de la situation acoustique.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autres aménagements préalables – Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 2.1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins 2 piézomètres situés respectivement en aval et en amont de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe est implanté avant le début de l'exploitation.</p> <p>Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.</p>
Constats : Les piézomètres sont présents sur site. Ils sont maintenus en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan, doivent être reportées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m, - les positions des fronts, - les cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement, ...), - les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte, - les bornes. <p>Ce plan, mis à jour annuellement, est tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées sur la carrière.</p> <p>Tous les 5 ans, à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières, un plan à jour doit être transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un plan topographique du site, même ancien.</p> <p>Depuis l'inspection, l'exploitant a fourni deux devis de géomètres - experts pour l'élaboration de ce plan.</p>
L'exploitant doit disposer d'un plan d'évolution à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets d'emballage sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie, - les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination), - les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n° 99-374 du 12 mai 1999 modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination, - les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.
Constats : Les déchets de l'installation sont transportés à la déchetterie de Saint-Quentin-sur-Nohain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Exploitation des installations internes de transit des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage pour les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
Constats : Des fûts contenant notamment des déchets souillés (gants, essuies...) sont entreposés à même le sol et ne sont pas à l'abri des eaux météoriques.
L'exploitant doit entreposer ses déchets à l'abri des eaux météoriques et sur rétention pour ses déchets dangereux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, utilisées pour cette élimination, sont régulièrement autorisées à cet effet. [...]
Constats : Les déchets du site sont transportés par l'exploitant à la déchetterie de Saint-Quentin-sur-Nohain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Auto-surveillance des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le respect des vitesses fixées à l'article 22.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière. Les mesures sont renouvelées lorsque les conditions de tirs sont modifiées. Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les tirs de mines sont rares. Le dernier tir de mines a eu lieu le 28/03/2012. Les mesures de vibrations sont effectuées par la société Titanobel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet